

PROCÈS DE L'AFFAIRE DU DÉTOURNEMENT DE LA BNA

La grande attente des prévenus

Samedi 27 juin. Onzième jour du procès de l'affaire du détournement de la BNA. Il est 11h20. Les plaidoiries des avocats de la défense ont pris fin depuis cinq minutes. Le président du tribunal suspend la séance pour quelques minutes. Dès l'entame du procès, il donne la parole aux prévenus. Achour Abderrahmane est le dernier à intervenir. A l'adresse de M. Belkharchi, il déclare : «M. le président, je n'ai rien à voir dans cette affaire. Je suis victime de règlements de comptes. Je plaide non coupable. Je demande l'acquittement.»

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'affaire est mise en délibéré. Le verdict ne sera connu que tard dans la soirée (hier, ndlr) ou au plus tard aujourd'hui dans la matinée. «D'ici 20 heures, si les membres du jury du tribunal criminel ne sont pas là, rendez-vous sera pris pour ce dimanche à partir de 9h30». Le président du tribunal criminel siégeant dans l'affaire du détournement de la BNA annonce d'ores et déjà la couleur : les délibérations prendront du temps. Selon des indiscrétions, près de 800 questions seront posées aux membres du jury. «Il faudra au moins huit heures pour répondre à toutes les questions», commente un avocat.

Toutefois, M. Belkharchi a tenu à rendre publiques certaines questions, notamment celles concernant Achour Abderrahmane et Aïnouche Rabah. Ces derniers sont poursuivis, outre pour le chef d'inculpation «d'appartenance à association de malfaiteurs», pour «détournement de deniers publics et usage de faux». Pour rappel, l'avocat général avait requis des peines de vingt ans de prison ferme à l'encontre de l'ex-homme d'affaires de Koléa et de son associé.

Les mêmes peines avaient été requises contre onze autres prévenus, dont des banquiers et des employés de Achour. Hier, les plaidoiries se sont poursuivies avec le passage à la barre des deux derniers avocats assurant la défense du principal mis en cause dans cette affaire. Ainsi, les avocats Barbara et Senouci, qui font partie des six Robes noires assurant la défense de Achour Abderrahmane, ont clôturé les longues plaidoi-

ries, en sollicitant l'acquittement. «Jamais dans ma vie, un inculpé n'a lancé un défi à l'accusation pour lui prouver sa culpabilité. Mon client Achour Abderrahmane l'a revendiqué, parce qu'il est convaincu de son innocence», a soutenu avec force M^e Barbara.

Emotions chez les parents des prévenus

Les plaidoiries des deux avocats ont duré plus d'une heure. Lors de leurs interventions, ils ont rappelé au tribunal criminel l'énigmatique absence du corps du délit. «Nous sommes en assises et le verdict qui sera prononcé par le tribunal criminel doit refléter l'ultime conviction des membres du jury. Mais avant de conclure, nous devons disposer de suffisamment de preuves pour statuer sur cette affaire. Or, elles sont inexistantes. Le corps du délit n'a pas été présenté par l'accusation. Les 2 100 milliards de centimes sont-ils réellement l'argent du Trésor public ou s'agit-il du chiffre d'affaires des transactions assurées entre mon client et sa banque ?», s'est interrogé l'avocat de Achour.

Le procureur de la République prend note. Il évite de commenter les propos des avocats de la défense. Son regard est braqué vers le box des accusés. Dans quelques minutes, le président du tribunal donnera de nouveau la parole aux vingt-cinq prévenus poursuivis dans cette affaire.

Pour ce dernier jour du procès, la salle est bondée de monde. Comme au premier jour, elle s'est avérée exigüe pour contenir l'assistance nombreuse venue suivre les dernières heures

du procès. L'émotion atteint son comble, lorsque Hassiba et Akila, respectivement ex-secrétaire de Aïnouche et ex-

directrice adjointe de l'agence BNA de Bouzaréah, prennent la parole, demandant au président du tribunal de les acquitter. En prison depuis près de quatre ans, l'accusation a requis à leur encontre une peine de vingt années de prison ferme.

Il est 11h30. Le président du tribunal criminel lève la séance. Mais avant de quitter la salle d'audience, il donne ses dernières instructions. Il

demande aux policiers de veiller à la sécurité des prévenus, mais également d'éviter «toute irruption dans la salle des délibérations».

Les policiers entament l'évacuation de la salle d'audience. Cafouillage. L'on profite de cet instant pour saluer l'ami, le frère, le cousin. Dans le box des accusés, on lève, en guise de prière, les mains vers le ciel. «Priez pour nous», demande Belmiloud à

ses parents. Les proches parents de Settouf Djamel et Baghdad éclatent en sanglots. La tension est extrême. Les prévenus quittent la salle. Cette dernière se vide. Les commentaires se poursuivent dans le grand hall au premier étage du tribunal de Sidi-M'hamed. Ce samedi est le jour le plus long pour tous les prévenus dans l'affaire Achour.

A. B.

ILS SONT EN ARRÊT DE TRAVAIL DEPUIS MERCREDI DERNIER

Les dockers transférés à Dubai Port World veulent regagner l'Epal

Affectés auprès du nouveau partenaire, Dubai Port World (DPW), de l'Entreprise portuaire d'Alger (Epal), qui gère et exploite le port à conteneurs, les travailleurs refusent de rester dans leur nouvelle entreprise. Rassemblés, hier, devant la direction générale du port d'Alger, les travailleurs ont exigé de regagner la maison-mère.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir)- L'accord signé entre l'entreprise émiratie et le port d'Alger fait état de la garantie, pour les agents transférés vers DPW, du maintien de tous les droits et avantages dont ils jouissaient à l'Epal. Ce qui ne semble pas être concrétisé, jusqu'à présent.

D'après une source, qui a préféré garder l'anonymat, le président de Dubai Port World semblerait vouloir revenir sur ses engagements. Le personnel conteste non seulement le programme de travail établi par Dubai Port World mais il dénonce, également, les engagements du patron.

Ainsi, après avoir promis aux personnels, une augmentation de leurs salaires sous condition d'augmenter la cadence de travail, ces derniers ont été surpris de ne rien voir venir. «Le nouveau patron leur avait imposé un programme de travail en contrepartie d'une bonne rémunération», a souligné notre source.

Après avoir demandé des explications, le président de DPW leur avait signifié qu'il s'agissait d'une simple



Photo : Samir Sid

Le personnel dénonce les engagements du patron.

erreur de calcul. Une erreur, promet-t-il, qui sera vite régularisée. Cependant, cette promesse n'a pas été tenue. Car, après avoir patienté jusqu'au mois suivant, «l'erreur» n'a toujours pas été corrigée.

Inquiets, les travailleurs transférés exigent de retourner à l'Epal. Surtout que le contrat qu'ils ont signé stipule qu'ils ont une période de transition de deux ans, s'ils veulent regagner le port d'Alger. Reçus hier par le P-dg de

l'Epal, ce dernier leur avait promis, nous dira notre source, de faire le nécessaire pour satisfaire leurs doléances. «Un autre rassemblement est prévu pour aujourd'hui» nous a précisé notre source. Soulignons que Dubai Port World, le nouveau partenaire (50%) de l'Entreprise portuaire d'Alger, a pris les commandes de la gestion et de l'exploitation du terminal à conteneurs depuis le 17 mars dernier.

S. A.

Le SG du syndicat aux abonnés absents

Le secrétaire général, par intérim, du syndicat de l'entreprise portuaire d'Alger, M. Kamel Ben Zerghane, n'a pas voulu nous recevoir. Malgré notre insistance, ce dernier n'a pas voulu réagir par rapport à cette situation.

S. A.

UNE AUTRE BOUÉE DE SAUVETAGE POUR LA SNVI

Un nouveau contrat de 22 milliards de dinars avec le ministère de l'Intérieur

Le plan de charge de la SNVI vient de s'enrichir avec la signature d'un contrat pour la fourniture de matériels destinés à renforcer le parc roulant des communes du pays.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Le contrat, signé jeudi entre la Société nationale des véhicules industriels (SNVI) représentée par son P-dg Mokhtar Chehboub et le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales représenté par Kherchi Naoui, président de la commission des marchés, porte sur la fourniture de matériel roulant de nettoyage, d'hygiène et de salubrité et de transport scolaire, ainsi que sur la rénovation des engins de marque SNVI appartenant aux communes. C'est une véritable bouée de sauvetage pour la SNVI,

une entreprise publique maintenue sous perfusion. Il est ainsi prévu l'acquisition de 1 300 minicars destinés au transport scolaire et 2 870 camions industriels, pour un montant de 22 milliards de dinars, financé sur le Fonds commun des collectivités locales.

Ces minicars, qui s'ajoutent aux 1 300 acquis en 2005, visent à améliorer les conditions de transport des écoliers à travers l'ensemble des communes. Quant à l'acquisition de 2 870 camions destinés à la voirie et à la collecte des ordures ménagères, elle contribue-

ra à améliorer le cadre de vie des citoyens. Au titre de ce contrat-programme, un millier d'agents communaux bénéficieront d'une formation portant sur l'entretien et la maintenance des véhicules et la gestion des parcs roulants.

Dans cette perspective, les entreprises contractantes s'engagent à fournir la pièce de rechange pour tout le matériel vendu et à assurer les prestations de réparation et une assistance technique. Pour ce qui est de l'impact de ce contrat, le P-dg de la SNVI a souligné ses «retombées positives», assurant qu'il permettra de renflouer les caisses de l'entreprise publique et de créer 1 200 emplois directs et indirects au niveau des

sous-traitants locaux de la SNVI. Cette dernière, qui connaît une crise financière très difficile avec notamment une dette dépassant les 60 milliards de dinars, a tout de même réussi à décrocher des contrats d'exportation vers le marché africain. Outre les pays d'Afrique, les exportations de la SNVI couvrent également les pays de l'Union du Maghreb arabe et du Moyen-Orient.

Pour l'année 2008, le chiffre d'affaires de la SNVI a atteint 15,3 milliards de dinars, dont une moyenne de 10 % provenant de ces exportations, contre 15 milliards en 2007, d'après des données récentes de l'entreprise. Les exportations de la SNVI de ces six dernières années

ont atteint 80 millions de dollars, dont 30 millions vers des pays de l'Afrique de l'Ouest. Le département de Zerhouni a, en outre, signé deux contrats avec l'Entreprise nationale de matériels de travaux publics (ENMTP), portant sur l'acquisition de 1 840 engins de travaux publics pour une enveloppe financière de 16,48 milliards de dinars, ainsi que 585 tracteurs et 2 094 matériels d'accompagnement pour un montant de 1,75 milliard de dinars.

Pour l'ENMTP, ce nouveau contrat représentera 65 % du chiffre d'affaires pour la période 2009-2011 et permettra de préserver l'emploi et conforter le désendettement à court terme.

L. M.